

L'INCOHÉRENCE EST TOUJOURS SOURCE DE VIOLENCE...

La Bretagne s'enflamme, les rumeurs de «*désobéissance à l'impôt*», de jacqueries, de poujadisme se propagent. On oppose aux manifestants la sacro-sainte égalité devant l'impôt, on en profite pour déplorer la faiblesse du gouvernement. L'opposition oublie que c'est elle qui a créé cet impôt (avec le Grenelle sous Sarkozy et sur une idée de Borloo). La majorité se perd dans des explications douteuses sur la nécessité de cette taxe, sur les contraintes budgétaires et les directives européennes qui limitent drastiquement les marges de manœuvre. Les médias nous promènent à l'envi avec ce débat, écran de fumée cachant un autre débat bien plus fondamental, bien plus complexe. Il serait donc bon de faire trois pas en arrière pour comprendre la montée en puissance de la révolte bretonne.

Depuis juin 2012, 3.000 emplois ont disparu. Aujourd'hui, le secteur rural fournit 11% des emplois en Bretagne (5,3% pour l'agriculture, 5,7% pour l'agroalimentaire). En 1968, le pourcentage était de 38,8% (35,3% pour l'agriculture et 3,5% pour l'agroalimentaire), selon les sources INSEE. Ces chiffres montrent clairement qu'entre 1968 et 2008 l'agroalimentaire a été largement favorisé par rapport à l'agriculture classique, ce qui n'a pu se faire sans une franche volonté politique, sans le soutien de grandes entreprises industrielles et sans l'agrément des paysans et de leurs organisations professionnelles (essentiellement la FNSEA). Les suppressions d'emploi déjà effectuées et celles annoncées concernent presque uniquement le secteur agroalimentaire, ce qui remet en cause les choix faits par les trois niveaux d'acteurs cités, les politiques, les industriels, les paysans. On peut ajouter un quatrième volet, celui des experts (INRA, Commission européenne, etc.) qui ont fortement contribué à promouvoir un type d'agriculture concentrée, polluante, mondialisée, celle-là même qui induit l'écotaxe, les délocalisations du poulet en batterie vers l'Argentine, du porc charcutier vers la Roumanie, le dumping social ayant été érigé en loi de la modernité.

L'écotaxe arrive juste au moment où les entreprises voient leurs charges augmenter et leurs prix de vente chuter. C'est donc un pas de plus vers l'effondrement du secteur, un peu d'huile sur le feu qui couve. La grogne des exploitants de porcs et de poulets qui sont contraints au transport de quantités énormes d'intrants s'ajoute certainement au sentiment légitime d'avoir été roulés dans la farine, d'avoir été poussés vers un mode d'élevage non «*durable*» comme l'on dit aujourd'hui. Après avoir vanté la modernité et le sens entrepreneurial des paysans bretons, après avoir flatté leur ardeur au travail pour qu'ils investissent des sommes considérables en infrastructures, voilà qu'on leur annonce qu'ils ne vont plus dans le sens de l'histoire, que les pays émergents sont plus compétitifs qu'eux, qu'ils doivent se recycler! On pourrait être en colère pour moins que cela.

La véritable question qui se pose n'est donc pas pour ou contre une écotaxe, mais comment sortir d'une erreur stratégique, d'une vision économique, écologique, politique qui arrive au bout de sa logique. Défendre l'écotaxe, n'en déplaise à José Bové qui la trouve plutôt positive, c'est donner aux plus riches un permis de pollution et étrangler le producteur de porcs breton qui a le malheur d'être juste à la limite de la rentabilité. S'opposer à l'écotaxe au nom de la survie des emplois, c'est de fait cautionner l'assassinat des producteurs de poulets africains par l'exportation des produits congelés bretons. C'est accepter que l'industrialisation de l'élevage pollue durablement les sols, les nappes phréatiques, les côtes bretonnes. C'est accepter que la protection sociale s'aligne sur les moins-disant argentins ou roumains. C'est

accepter que l'on produise de la viande de qualité douteuse au nom de la croissance. Alors, devons-nous renvoyer dos à dos les manifestants qui brûlent les portiques de l'écotaxe et le gouvernement qui cherche, avec l'énergie du désespoir, à combler un déficit abyssal?

Non! Les vrais responsables ne sont pas ceux qui se sont fait rouler dans la farine, même s'ils peinent à reconnaître leur naïveté. Ce sont les enfarineurs: les politiques, les banques, les experts... Ce que je reprocherais alors aux manifestants bretons, c'est uniquement de se tromper de cible. Ce ne sont pas les portiques de l'écotaxe qui devraient brûler, ce sont les bureaux de la Commission européenne, ceux de la FNSEA, ceux du Crédit agricole. Ces gens-là auraient dû savoir. Ils auraient pu prévoir à long terme. Ils auraient pu oublier les intérêts particuliers pour entendre ceux qui visaient l'intérêt général. Ils en avaient les moyens, les capacités intellectuelles, les outils d'expertises nécessaires. Ils veulent aujourd'hui cacher leur incohérence en stigmatisant la violence des Bretons, comme si ce n'était pas l'incohérence même du système agroalimentaire qui crée cette violence.

Jean-Pierre AUPETITGENDRE.
